



Le billet du Recteur

n° 92

CITOYENNETÉ, FOI, INTELLIGENCE DU COMMUN

Il est des débats que l'on croit éternels parce qu'on les répète mal. La question de l'appartenance des musulmans à la nation française en fait partie. Elle ressurgit à chaque crise, à chaque émotion collective, à chaque instrumentalisation politique, comme si un soupçon devait sans cesse être réactivé pour tenir lieu de pensée. Or, à l'orée de 2026, ce débat est moins un problème religieux qu'un problème intellectuel et civique.

Être musulman en France n'est pas une énigme théologique. C'est une expérience historique, située, documentée, incarnée.

Elle traverse les tranchées de 1914, les ruines de 1945, les chantiers de la reconstruction, les luttes sociales, les hôpitaux, les écoles, les universités, les stades, les laboratoires, les prétoires.

Elle traverse aussi les silences, les malentendus et les blessures symboliques mal cicatrisées.

La République française ne s'est jamais construite sur l'effacement des consciences, mais sur leur mise en tension féconde. Elle n'exige pas des citoyens qu'ils soient neutres intérieurement, mais qu'ils soient loyaux publiquement. La confusion actuelle naît précisément de l'inverse : on exige parfois des musulmans une neutralisation intime, une invisibilité morale, comme si la foi devenait suspecte dès lors qu'elle n'est pas cantonnée à l'espace du silence.

C'est là une erreur de perspective.

La citoyenneté n'est pas une amnésie. Elle est une capacité à faire commun, à articuler des fidélités multiples sans les hiérarchiser de manière violente.

Aimer Dieu n'a jamais empêché d'aimer la France.
Pas plus que croire n'a jamais dispensé de respecter la loi. L'histoire réelle, loin des plateaux de débat, le démontre chaque jour.

**Aimer Dieu
n'a jamais empêché
d'aimer la France.**



Ce qui fragilise aujourd'hui le lien national n'est pas la diversité des appartenances, mais la pauvreté des récits proposés pour les penser. Lorsque l'islam est constamment convoqué comme problème, jamais comme fait social normalisé, lorsqu'un sportif, un artiste ou un citoyen musulman n'est célébré qu'à condition de se taire sur ce qu'il est, c'est la République elle-même qui s'appauvrit symboliquement.

La suspicion généralisée est une forme douce de renoncement politique.

L'islam, dans sa profondeur spirituelle et éthique, n'a jamais prôné l'hostilité au cadre commun. Il a au contraire développé, au fil des siècles, une réflexion exigeante sur la responsabilité, la justice, la parole donnée, le bien public. Encore faut-il accepter d'en lire autre chose que des caricatures. Confondre radicalité violente et pratique croyante paisible revient à abandonner le terrain de l'intelligence au profit de la peur.

À l'approche de son centenaire, la Grande Mosquée de Paris mesure pleinement ce mo-

ment historique. Fondée en 1926 dans un contexte de reconnaissance, de deuil et de gratitude nationale, elle n'a jamais été pensée comme une enclave, mais comme un pont. Pont entre mémoires, entre cultures, entre héritages spirituels et exigences républicaines.



Le centenaire qui s'ouvre n'est pas un anniversaire commémoratif de plus.

Le centenaire qui s'ouvre n'est pas un anniversaire commémoratif de plus. C'est une invitation à repenser l'islam de France, non dans la défensive, mais dans la contribution. Contribution intellectuelle, éducative, culturelle, spirituelle. Contribution à une République qui a besoin de sens autant que de règles, de fraternité vécue autant que proclamée.

L'avenir ne se construira ni dans l'injonction à l'assimilation, ni dans le repli identitaire. Il se construira dans une citoyenneté adulte, lucide, exigeante, où chacun est appelé à répondre de ses actes sans être sommé de renier ce qu'il est.

En 2026, notre responsabilité collective est claire : élever le débat, désarmer les simplismes, transmettre une parole de complexité et de confiance.

C'est à cette tâche que la Grande Mosquée de Paris entend consacrer son centenaire. Non pour se célébrer, mais pour servir le bien commun.

Car la France n'a jamais été aussi forte que lorsqu'elle a su faire de ses diversités une intelligence partagée.

À Paris, le 6 janvier 2026

CHEMS-EDDINE HAFIZ

Recteur de la Grande Mosquée de Paris



100 ANS DE LUMIÈRE
DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS